manifestes ses préoccupations au sujet des violations des droits de la personne, le droit humanitaire international, et le droit des réfugiés. Son approche est fondée sur la conviction que les processus de coopération internationale et de développement démocratique ne seront efficaces que si tous les membres de la société ont la possibilité de participer à titre de partenaires égaux, de décideurs et de bénéficiaires de ces processus. La gestion publique et la responsabilité représente une des cinq priorités du Programme de sécurité humaine du ministère des Affaires étrangères et du Commerce international (MAECI). Par le biais de ce programme, le MAECI continuera d'appuyer les projets qui font la promotion de la bonne gouvernance, de la protection des civils et du développement démocratique, y compris l'état de droit.

Le programme de coopération au développement de l'ACDI est conçu de façon à renforcer la volonté et la capacité des sociétés des pays en développement à respecter les droits des enfants, des femmes et des hommes, et de gouverner de façon efficace et démocratique. Les activités mises sur pied dans cette optique représentent déjà le deuxième secteur de programmes de l'ACDI, en importance. L'ACDI poursuivra ses programmes de gouvernance avec le concours de ses partenaires africains.

Recommandation 3.3

Le Sous-comité estime que la « bonne gouvernance » comporte nécessairement des aspects sociaux et des principes démocratiques et qu'elle ne doit pas se réduire à la gestion économique et à la facilitation du développement du secteur privé et de l'investissement étranger. S'il est vrai que le secteur privé peut et doit jouer un rôle dans la réussite du développement de l'Afrique subsaharienne, notamment grâce à l'investissement étranger, et s'il est vrai que la consolidation de la capacité du secteur privé et des institutions publiques indispensables à une croissance économique soutenue doit constituer un élément central de toute stratégie de développement, pour que la participation et l'expansion du secteur privé réussissent et soient accessibles à tous les Africains, elles ne peuvent pas être séparées des objectifs supérieurs du développement durable. De plus, les biens et les services publics essentiels doivent être rendus accessibles à tous les Africains, riches ou pauvres, ruraux ou urbains. Dans ce contexte, le Sous-comité exhorte l'ACDI à ne collaborer qu'avec des sociétés qui respectent les Principes directeurs de l'OCDE à l'intention des entreprises multinationales que le Canada a endossés.

Le gouvernement reconnaît que la gouvernance doit inclure des facteurs politiques et pas seulement des facteurs économiques. En 2002, lorsqu'il a assumé la présidence du G8, le Canada a exercé son influence pour faire progresser ce dossier. Les leaders africains ont réaffirmé leurs engagements pour un examen par les pairs incluant des critères politiques et économiques. Cet engagement a été confirmé en novembre 2002 par les décisions prises lors de la réunion du Comité de mise en oeuvre du Nouveau partenariat pour le développement de l'Afrique (NEPAD), qui s'est tenue à Abuja, et il fait maintenant partie intégrante du Mécanisme africain d'examen par les Pairs (MAEP).